



TRIBUNAL
DE *Paris*



AUDIENCE SOLENNELLE DE RENTRÉE
21 JANVIER 2022
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS

L'année judiciaire 2021 a été marquée par l'entrée en vigueur de réformes d'envergure pour le justiciable qui impliquent une évolution de nos pratiques professionnelles respectives.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, les couples peuvent divorcer plus rapidement au terme d'une procédure avec une phase unique, plus facile à appréhender et qui favorise la recherche d'accords à tous les stades. Depuis le 1^{er} juillet 2021, le justiciable connaît la date à laquelle son dossier sera appelé pour la première fois, en procédure écrite à représentation obligatoire, afin de déterminer, au sein d'une audience d'orientation, le circuit adapté à la résolution de son litige.

Une importante réforme est également intervenue en 2021 dans le domaine de la justice pénale des mineurs. Tout en réaffirmant les principes essentiels de la justice des mineurs (spécialisation des juridictions, atténuation de responsabilité en fonction de l'âge, priorité donnée à l'action éducative), le code de justice pénale des mineurs, entré en vigueur le 30 septembre 2021, a introduit de profonds bouleversements dans l'organisation et le fonctionnement des services de la juridiction des mineurs qui ont nécessité une forte implication de l'ensemble des acteurs (tribunal pour enfants, section des mineurs, juge des libertés et de la détention, protection judiciaire de la jeunesse, barre).

Nos pratiques évoluent d'autant plus que l'équipe autour du magistrat a été renforcée avec un programme de recrutement de juristes assistants et de contractuels A important : c'est ainsi que 26 d'entre eux ont rejoint le siège et 10 le parquet, depuis le 1^{er} janvier 2021. Le tribunal bénéficie également de 19 assistants spécialisés sur des contentieux techniques et souvent sensibles où leur expertise accompagne la réponse judiciaire.

L'année 2021 a aussi été l'occasion pour le parquet de Paris de reprendre ses échanges avec le parquet de New-York, notamment à l'occasion de la venue de son procureur, M. Cyrus Vance, le 21 septembre dernier. Les sections P4, au titre du « live streaming », J3, en charge de la cybercriminalité et dont le contentieux connaît une hausse exponentielle, et AC2, au sein de laquelle se trouve le Pôle national de lutte contre la haine en ligne, sont particulièrement intéressées à ces échanges. Le parquet de Paris accueille ainsi pour la deuxième fois un magistrat du parquet de New-York dans le cadre d'un échange, un magistrat du parquet de Paris étant parallèlement accueilli aux Etats-Unis.

Fort de son expérience et de son dynamisme dans le domaine de la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers, le PNF a inscrit l'année 2021 dans la priorité que lui a fixée la circulaire du Garde des Sceaux du 2 juin 2020, lui conférant en la matière la position de chef de file national. Ce rôle a été souligné par l'OCDE dans son rapport d'évaluation Phase 4 de la France publié le 16 décembre dernier. De fait, les examinateurs saluent dans ce document la mise en place du PNF, qui a donné une visibilité accrue à la lutte contre la délinquance économique et financière. Concrètement, l'efficacité de l'action du PNF peut se mesurer en un chiffre : 10,178 milliards d'euros ont été versés au trésor Public depuis sa création.

Au parquet national antiterroriste, le procès des attentats du 13 novembre 2015 a commencé le 8 septembre 2021 et devrait se poursuivre jusqu'au mois de mai 2022. Véritable défi logistique, ce procès très attendu se déroule pour le moment dans d'excellentes conditions grâce à l'engagement de l'ensemble de l'institution judiciaire. Au-delà de ce procès, l'activité du parquet antiterroriste devant le tribunal correctionnel s'est maintenu à un niveau élevé puisque 50 dossiers de terrorisme y ont été jugés. L'année 2022 sera quant à elle marquée par la tenue de deux procès de crimes contre l'humanité devant la cour d'assises, ainsi que par la poursuite de l'activité du parquet antiterroriste dans le suivi des sortants de prison.

Alors que l'année 2022 s'amorce sous le signe de réflexions profondes sur le sens de l'action des magistrats et des personnels de greffe mais aussi de la justice en général, le tribunal judiciaire de Paris aborde cette nouvelle année toujours engagé pour assurer ses missions au mieux de ses moyens, ouvert aux échanges avec la cité et attentif aux attentes des professionnels qu'il côtoie.

Laure BECCUAU
Procureure de la République

Stéphane Noël
Président

Jean-François Bohnert
Procureur de la République financier

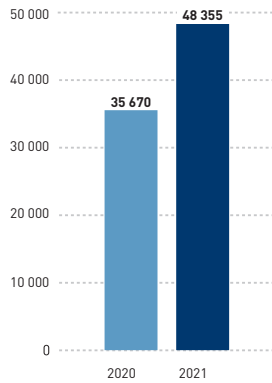
Jean-François Ricard
Procureur de la République antiterroriste

CHIFFRES CLÉS

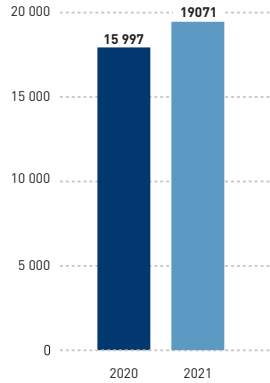
SIÈGE

NOMBRE DE JUGEMENTS CIVILS RENDUS

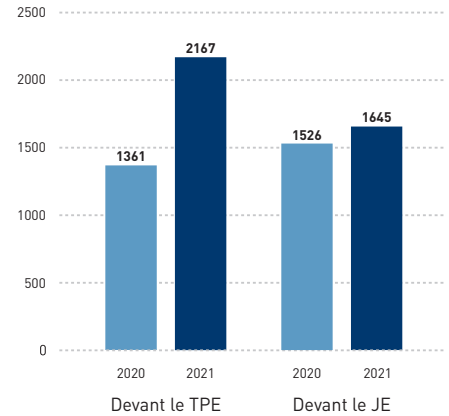
(pôle civil de proximité compris à compter du 1^{er} janvier 2020, pôle famille compris, hors activité civile JLD, hors référés ou requêtes et injonctions de payer)



NOMBRE DE JUGEMENTS CORRECTIONNELS RENDUS

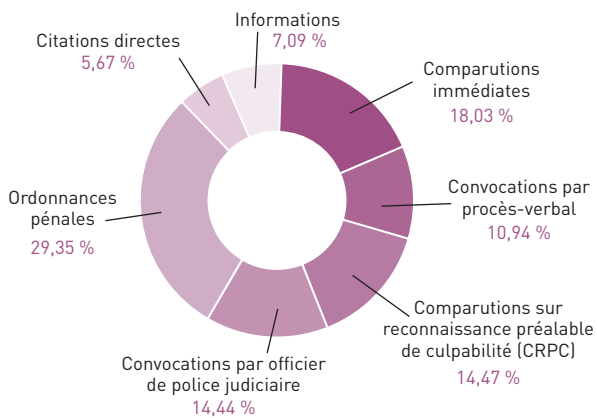


NOMBRE DE PEINES, MESURES ET SANCTIONS PRONONCÉES SUR LES MINEURS

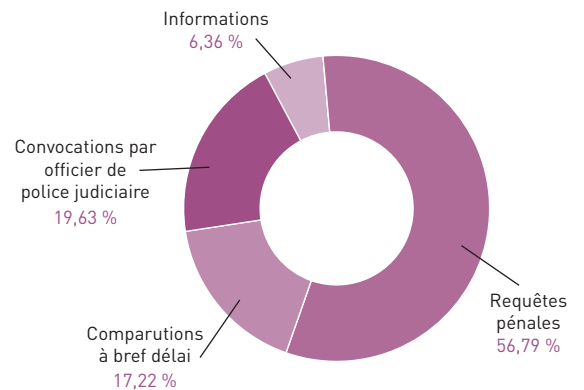


PARQUET DE PARIS

RÉPARTITION DES POURSUITES DES MAJEURS

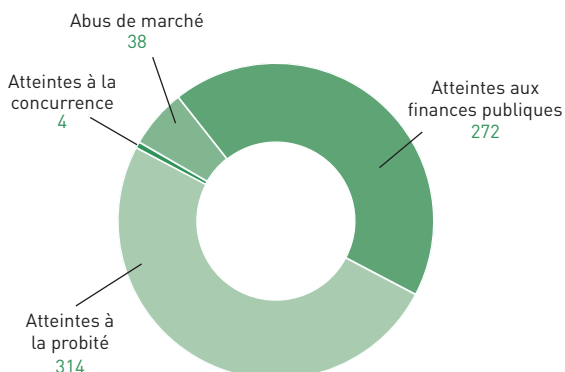


RÉPARTITION DES POURSUITES DES MINEURS



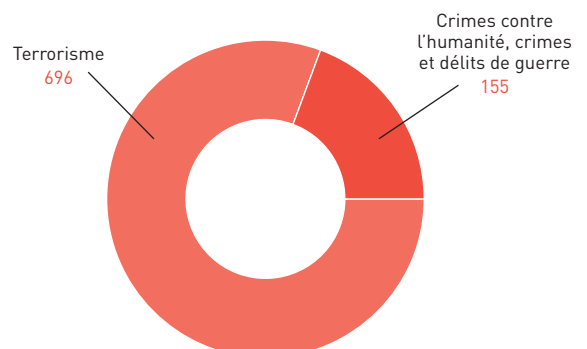
PARQUET NATIONAL FINANCIER

RÉPARTITION DES 636 PROCÉDURES EN COURS AU PARQUET NATIONAL FINANCIER



PARQUET NATIONAL ANTITERRORISTE

CHIFFRES RELATIFS AUX PROCÉDURES EN COURS AU PARQUET NATIONAL ANTITERRORISTE



ACTIVITÉ 2021 EN CHIFFRES

EFFECTIFS

- **516 magistrats (effectif réel)**
- 352 magistrats du siège
- 128 magistrats du parquet
- 18 magistrats du parquet national financier
- 28 magistrats du parquet national antiterroriste
- **27 juges honoraires**
- **28 magistrats à titre temporaire**
- **19 assistants spécialisés (siège)**
- **31 juristes assistants (siège)**
- **1279 fonctionnaires (effectif réel)**
- 920 fonctionnaires du greffe (emplois localisés : 1033)
- 359 fonctionnaires des parquets (emplois localisés : 391)

ORGANISATION

- **Cabinet de la présidence**
- **Cabinet du directeur de greffe**
- **17 chambres / 10 pôles**
- 8 pôles civils
 - Pôle du contrat, de la responsabilité et du préjudice corporel
 - Pôle activité économique et commerciale
 - Pôle patrimoine et immobilier
 - Pôle civil de proximité
 - Pôle de la famille et état des personnes
 - Pôle de l'exécution
 - Pôle social
 - Pôle de l'urgence civile
- 17 chambres correctionnelles + 2 pôles
 - Pôle de l'urgence pénale
 - Pôle assises-procès hors norme
- Tribunal de police
- 2 chambres mixtes
- **Services spécialisés**
- 6 pôles de l'instruction (81 cabinets)
- Service du juge des libertés et de la détention (12 juges)
- Service de l'application des peines (12 juges)
- Tribunal pour enfants (16 juges)
- **Parquet de Paris**
- Cabinet du procureur de la République
- 6 divisions
- 16 sections
- **Parquet National Financier**
- Cabinet du procureur de la République financier
- 18 magistrats
- 6 assistants spécialisés et 1 juriste assistant
- 7 groupes thématiques de réflexion et d'analyse (bourse, probité, procédure, coopération internationale, fiscal, sources ouvertes, pratiques anticoncurrentielles)
- **Parquet National Antiterroriste**
- Cabinet du procureur de la République antiterroriste
- 28 magistrats
- 3 sections : antiterrorisme, crime contre l'humanité, exécution des peines
- **Cabinet du directeur de greffe du parquet de Paris, du parquet national financier, du parquet national antiterroriste et de la délégation du parquet européen en France**
- **1 conseil de prud'hommes**
- **1 tribunal de commerce**
- **1 conseil départemental de l'accès au droit**
- **3 maisons de justice et du droit**
- **8 points d'accès au droit**

ADMINISTRATION DE L'ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE

- **Frais de justice :**
- 31 997 965 € hors circuit simplifié

AFFAIRES CIVILES

	RAPPEL 2020	2021	ÉVOLUTION
• Affaires terminées par les pôles civils	63083	76948	+ 21,98%
dont le pôle civil de proximité intégré au TJ à compter du 1 ^{er} janvier 2020 (y compris référés, requêtes, injonctions de payer et hors JLD)			
• dont Pôle du contrat, de la responsabilité et de la réparation du préjudice corporel	3130	3656	+16,81%
• dont Pôle activité économique et commerciale	4382	5353	+22,16%
• dont Pôle patrimoine et immobilier	3987	5207	+30,60%
• dont Pôle social	4286	5792	+35,14%
• dont Pôle famille et état des personnes	7638	9680	+26,73%
• dont Pôle des urgences civiles	9824	11097	+12,96%
• dont Pôle de l'exécution	3113	4633	+48,83%
• dont Pôle civil de proximité (hors tutelles)	28685	31082	+8,36%
• Affaires nouvelles en matière de protection des majeurs	1735	2522	+45,36%
• Affaires nouvelles en matière d'assistance éducative	2082	2445	+17,44%

AFFAIRES PÉNALES

• Plaintes et PV reçus au parquet de Paris	308005	420788	+36,62%
• Orientations pénales des majeurs			
• Présentations au parquet	13275	13716	+3,32%
• Comparutions immédiates	3802	4566	+20,09%
• Convocations par procès-verbal	2075	2771	+33,54%
• Comparutions sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC)	2079	3665	+76,29%
• Convocations par officier de police judiciaire	2773	3657	+31,88%
• Ordonnances pénales	6079	7434	+22,29%
• Citations directes	1145	1437	+25,50%
• Informations	1385	1795	+29,60%
• Mesures alternatives aux poursuites dont délégués du procureur	17895	22401	+25,18%
• Orientations pénales des mineurs			
• Présentations au parquet	2934	3167	+7,94%
• Requêtes pénales	1816	1510	-16,85%
• dont comparutions à bref délai	1112	458	-58,81%
• Convocations par officier de police judiciaire	454	522	+14,98%
• Informations	132	169	+28,03%
• Mesures alternatives aux poursuites dont délégués du procureur	5345	4258	-20,34%
• Services de l'instruction			
• Ouvertures d'information	1469	1499	+2,04%
• Affaires en cours	4623	4737	+2,47%
• Jugements correctionnels	15997	19071	+19,22%
• Tribunal pour enfants			
• Nombre de peines, mesures et sanctions prononcées sur les mineurs devant le TPE	1361	2167	+59,22%
• Nombre de peines, mesures et sanctions prononcées sur les mineurs devant le JE	1526	1645	+7,80%
• Application des peines			
• Affaires terminées en milieu ouvert	5624	5335	- 5,14%
• Affaires terminées en milieu fermé	1522	1741	+14,39%

PARQUET NATIONAL FINANCIER

• Procédures en cours	601	636	+ 5,82%
• Abus de marché	44	38	-13,64%
• Atteintes à la concurrence	-	4	-
• Atteintes aux finances publiques	242	272	+12,40%
• Atteintes à la probité	313	314	+0,32%

PARQUET NATIONAL ANTITERRORISTE

• Procédures en cours	832	851	+2,28%
• Terrorisme	678	696	+2,65%
• Crime contre l'humanité, crimes et délits de guerre	154	155	+0,65%

ACCÈS AU DROIT ET À LA JUSTICE

• Maisons de Justice et de Droit			
• Personnes accueillies	19704	16484	- 16,34%
• Consultations	18709	19279	+3,05%
• Aide juridictionnelle			
• Décisions rendues	47178	59362	+25,83%